

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER



NEWSLETTER

N° 151
Août 2013

Newsletter de la CSSF
Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF
110, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu

RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté un nouvel agent. Cet agent a été affecté au service suivant :

Métier OPC

Jennifer BURR

La CSSF compte dès lors 465 agents, dont 233 hommes et 232 femmes au 10 août 2013.

ACTUALITES

Les régulateurs d'audit japonais et luxembourgeois ont signé un accord de coopération

En date du 2 août 2013, la Financial Services Agency ("FSA") et le Certified Public Accountants and Auditing Oversight Board ("CPA AOB") du Japon et la Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") du Luxembourg ont signé un [Echange de Lettres](#) posant les jalons d'une coopération en matière de supervision des réviseurs d'entreprises.

Pour la CSSF, il s'agit du premier accord coopératif avec un régulateur d'audit qui ne fait pas partie de l'Union européenne. Des accords similaires avec d'autres juridictions sont en cours de négociation.

REGLEMENTATION NATIONALE

Circulaire CSSF 13/571

La circulaire a pour objet d'apporter des précisions quant à la portée du compte rendu analytique de révision à établir conformément à la circulaire CSSF 03/113, suite à l'entrée en vigueur de la circulaire CSSF 12/552 relative à l'administration centrale, la gouvernance interne et la gestion des risques.

Circulaire CSSF 13/570

La circulaire a pour objet de porter à l'attention des établissements de crédit, les évolutions récentes au niveau du reporting prudentiel applicable à partir de 2014 au sein de l'Union Européenne.

SANCTIONS

Emetteurs

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a prononcé deux amendes administratives à l'égard d'émetteurs qui n'ont pas donné suite à une injonction relative à la publication de rapports financiers dans le cadre de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières. Conformément à l'article 27 de cette loi, un recours contre ces amendes administratives peut être introduit dans un délai de trois mois.

AVERTISSEMENT

Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Adolphe Financial Management

L'avertissement est publié sur notre site Internet à l'adresse :

<http://www.cssf.lu/protection-consommateurs-financiers/avertissements/>.

COMMUNIQUES DE PRESSE

■ GUIDANCE IN RELATION TO REGULATION (EU) NO 345/2013 (EUVECA) AND REGULATION (EU) NO 346/2013 (EUSEF)

Communiqué de presse 13/36 du 2 août 2013 (uniquement en anglais)

Since 22 July 2013, Regulation (EU) No 345/2013 of 17 April 2013 on European venture capital funds or Regulation (EU) No 346/2013 of 17 April 2013 on European social entrepreneurship funds apply to managers of collective investment undertakings that wish to use the designation "EuVECA" in relation to the marketing of qualifying venture capital funds or the designation "EuSEF" in relation to the marketing of qualifying social entrepreneurship funds in the European Union.

In this context, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) is the competent authority for managers established in Luxembourg to whom the regulations apply and who wish to opt-in under the aforementioned regulations.

Managers who wish to obtain the designation "EuVECA" or "EuSEF" in relation to the marketing of their funds are invited to inform the CSSF of their intention and to provide the CSSF in writing with the information that is required in Article 14 respectively 15 of the regulations.

The regulations are available under:

http://ec.europa.eu/internal_market/investment/venture_capital/index_en.htm ; and under

http://ec.europa.eu/internal_market/investment/social_investment_funds/index_en.htm

Managers have to communicate this information to the CSSF by using the following email address: aifm@cssf.lu.

Please note that the managers concerned also need to register on the basis of Article 3 of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers. For practical guidance in respect of such registration procedure, please refer to CSSF's Press Release [13/32](#).

■ PUBLICATION D'UNE LISTE DES EMETTEURS LUXEMBOURGEOIS EN DEFAUT DE PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL OU SEMESTRIEL

Communiqué de presse 13/35 du 2 août 2013

La Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF ») tient à rappeler aux émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières (« Loi Transparence ») que la diffusion, le stockage auprès de l'OAM et le dépôt auprès de la CSSF des informations périodiques doivent être effectués le plus tôt possible et au plus tard quatre mois après la fin de chaque exercice pour les rapports financiers annuels et au plus tard deux mois après la fin du semestre pour les rapports financiers semestriels, c'est-à-dire pour les rapports financiers semestriels au 30 juin 2013 au plus tard pour le 31 août 2013.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

La CSSF a annoncé en date du 21 février 2012 via communiqué de presse qu'elle publierait les noms des émetteurs luxembourgeois soumis à la Loi Transparence qui sont en défaut de publication de leur rapport financier annuel, tel que requis par l'article 3 de ladite loi.

Dans ce contexte, la CSSF annonce qu'elle inclura à l'avenir également sur la liste en question les noms des émetteurs luxembourgeois, soumis à la Loi Transparence, qui sont en défaut de publication de leur rapport financier semestriel, tel que requis par l'article 4, pour une période se terminant au 30 juin 2013 ou après cette date.

L'inscription sur cette liste aura lieu sur base de la constatation du retard de publication, sans préjudice du motif ou de l'origine de ce retard. Toute constatation de retard de publication sera faite à la date la plus rapprochée possible de la date de publication de la présente liste, respectivement de la date d'actualisation.

La CSSF rappelle qu'elle pourra également prendre des mesures supplémentaires sous les articles 22 et 25 de la Loi Transparence au cas où de telles mesures sont nécessaires en vue d'assurer le respect des dispositions de cette loi.

La liste des émetteurs luxembourgeois en défaut de publication de leur rapport financier annuel ou semestriel est publiée sur le site Internet de la CSSF, sous la rubrique « Emetteurs / Prospectus », sous-rubrique « Obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières » et sera actualisée régulièrement pour prendre en considération les redressements effectués.

Plus d'informations relatives à la Loi Transparence se trouvent sur le site Internet de la CSSF (sous la rubrique susmentionnée) et peuvent être obtenues auprès de la CSSF aux numéros de téléphone 26 251 – 493/507. Toute question à ce sujet pourra aussi être envoyée à l'adresse e-mail transparency@cssf.lu.

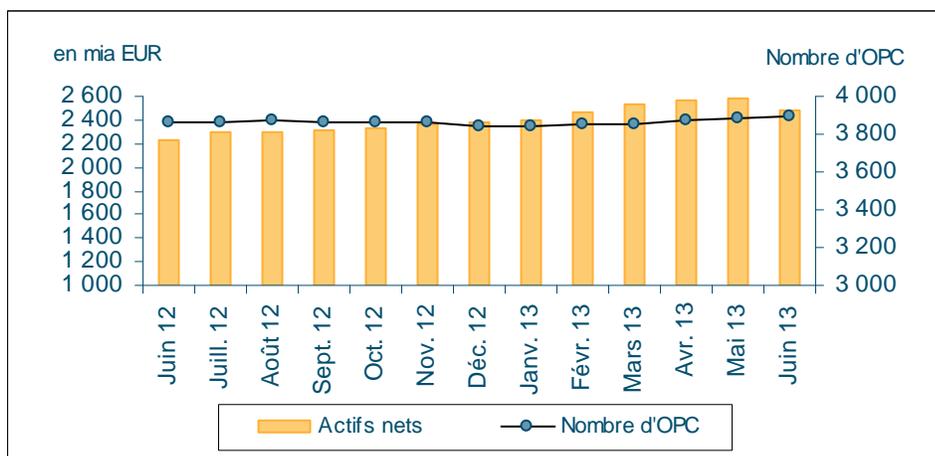
■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE JUIN 2013

Communiqué de presse 13/34 du 30 juillet 2013

I. Situation globale

Au 30 juin 2013, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.486,584 milliards contre EUR 2.584,099 milliards au 31 mai 2013, soit une diminution de 3,77% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 11,78%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de juin une variation négative se chiffrant à EUR 97,515 milliards. Cette diminution représente le solde des émissions nettes négatives à concurrence d'EUR 13,626 milliards (-0,53%) et de l'évolution défavorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 83,889 milliards (-3,24%).



Commission de Surveillance du Secteur Financier

Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.890 par rapport à 3.884 le mois précédent. 2.508 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 12.176 compartiments. En y ajoutant les 1.382 entités à structure classique, au total 13.558 entités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de juin:

Les différentes catégories d'OPC ont dû faire face à des pertes de cours pour le mois sous revue. Sous l'effet notamment de l'annonce de la Réserve fédérale américaine de procéder à une réduction des rachats d'obligations si la reprise économique aux Etats-Unis se confirme, une remontée significative des taux d'intérêt et un repli sensible des marchés d'actions ont pu être constatés.

L'intensité des mouvements baissiers sur les marchés d'actions ne fut cependant pas uniforme à travers le monde. Ainsi, les catégories d'OPC à actions des Etats-Unis ou encore du Japon ont connu des baisses moins importantes sous l'impulsion notamment de données conjoncturelles plus favorables aux Etats-Unis, respectivement des mesures de politique monétaire prises au Japon. Les problèmes spécifiques au niveau de quelques pays des marchés émergents, comme par exemple la liquidité réduite au niveau des marchés monétaires en Chine ou encore le produit national brut brésilien inférieur aux attentes, ont fait que les catégories d'OPC à actions des pays émergents ont connu des pertes de cours plus importantes.

Au mois de juin, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

Evolution des OPC à actions au mois de juin 2013*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	-4,36%	-0,95%
Actions européennes	-3,98%	0,74%
Actions américaines	-2,82%	1,04%
Actions japonaises	-1,62%	0,41%
Actions Europe de l'Est	-6,71%	-2,42%
Actions Asie	-7,35%	-3,05%
Actions Amérique latine	-9,97%	-4,18%
Actions autres	-6,21%	-1,65%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Les tensions observées sur les taux d'intérêt suite à l'annonce de la Réserve fédérale américaine ont impacté les marchés obligataires à travers le monde et partant toutes les catégories d'OPC obligataires.

Ainsi, l'augmentation des rendements de part et d'autre de l'Atlantique, avec entre autres une remontée des taux d'intérêt sur les emprunts de l'Etat américain et des Etats en Europe ainsi qu'une hausse des primes de risque sur les émissions non souveraines, s'est soldée par des pertes de cours au niveau des catégories d'OPC à obligations libellés en USD et en EUR. Dans la foulée, les écarts de rendements entre pays à haute notation et pays à faible notation de la zone euro se sont creusés en Europe.

Ces développements n'ont pas épargné les obligations des pays émergents où les mouvements précités conjugués à une hausse des primes de risque liée aux incertitudes autour de certains pays ont dégagé des baisses de cours.

Au mois de juin, les catégories d'OPC à obligations ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de juin 2013*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	-0,04%	5,76%
Marché monétaire en USD	-0,57%	-0,72%
Marché monétaire marché global	-0,97%	-0,13%
Obligations libellées en EUR	-1,60%	-0,60%
Obligations libellées en USD	-3,03%	-3,84%
Obligations marché global	-2,53%	0,05%
Obligations marchés émergents	-4,57%	-3,59%
Obligations High Yield	-2,81%	-4,09%
Autres	-2,11%	-1,64%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant:

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de juin 2013*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	-3,65%	0,01%
Fonds de Fonds	-3,11%	0,66%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Commission de Surveillance du Secteur Financier

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II respectivement de la loi de 2010 et des FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1.653	1.646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2.868	2.059,395 €
31/01/2008	1.662	1.539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2.932	1.951,141 €
29/02/2008	1.680	1.543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2.972	1.962,845 €
31/03/2008	1.700	1.480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3.012	1.895,445 €
30/04/2008	1.733	1.541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3.083	1.964,076 €
31/05/2008	1.736	1.566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3.105	1.996,959 €
30/06/2008	1.755	1.480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3.153	1.902,092 €
31/07/2008	1.784	1.471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3.220	1.896,357 €
31/08/2008	1.817	1.487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3.284	1.917,993 €
30/09/2008	1.827	1.375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3.322	1.796,696 €
31/10/2008	1.845	1.243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3.351	1.647,028 €
30/11/2008	1.840	1.206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3.364	1.604,237 €
31/12/2008	1.826	1.169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3.371	1.559,653 €
31/01/2009	1.837	1.183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3.398	1.571,534 €
28/02/2009	1.838	1.149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3.402	1.530,291 €
31/03/2009	1.840	1.154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3.396	1.526,563 €
30/04/2009	1.847	1.213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3.415	1.592,932 €
31/05/2009	1.849	1.243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3.425	1.619,269 €
30/06/2009	1.846	1.255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3.435	1.631,256 €
31/07/2009	1.848	1.327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3.438	1.706,030 €
31/08/2009	1.851	1.360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3.449	1.739,417 €
30/09/2009	1.849	1.394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3.457	1.773,834 €
31/10/2009	1.844	1.399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3.454	1.777,528 €
30/11/2009	1.858	1.415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3.473	1.788,910 €
31/12/2009	1.843	1.465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3.463	1.840,993 €
31/01/2010	1.842	1.477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3.480	1.860,688 €
28/02/2010	1.843	1.511,384 €	646	221,532 €	1.009	165,018 €	3.498	1.897,934 €
31/03/2010	1.847	1.584,238 €	643	226,268 €	1.026	170,032 €	3.516	1.980,538 €
30/04/2010	1.842	1.611,938 €	640	227,551 €	1.039	173,398 €	3.521	2.012,887 €
31/05/2010	1.846	1.589,202 €	637	225,773 €	1.059	177,438 €	3.542	1.992,413 €
30/06/2010	1.843	1.600,977 €	636	224,773 €	1.071	184,887 €	3.550	2.010,637 €
31/07/2010	1.849	1.610,800 €	638	222,244 €	1.095	186,179 €	3.582	2.019,223 €
31/08/2010	1.855	1.653,112 €	637	223,081 €	1.122	192,797 €	3.614	2.068,990 €

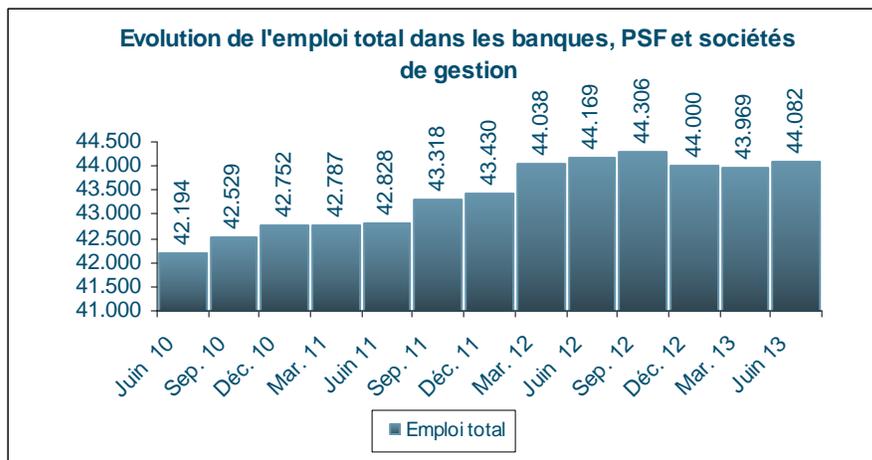
Commission de Surveillance du Secteur Financier

30/09/2010	1.858	1.667,806 €	631	220,834 €	1.144	195,100 €	3.633	2.083,740 €
31/10/2010	1.854	1.688,755 €	630	219,558 €	1.161	199,262 €	3.645	2.107,575 €
30/11/2010	1.851	1.733,602 €	629	219,956 €	1.176	207,314 €	3.656	2.160,872 €
31/12/2010	1.846	1.762,666 €	629	222,178 €	1.192	214,150 €	3.667	2.198,994 €
31/01/2011	1.847	1.748,015 €	626	220,255 €	1.211	215,757 €	3.684	2.184,027 €
28/02/2011	1.857	1.770,049 €	620	220,032 €	1.228	218,117 €	3.705	2.208,198 €
31/03/2011	1.858	1.755,924 €	622	216,151 €	1.244	218,821 €	3.724	2.190,896 €
30/04/2011	1.858	1.759,531 €	624	213,823 €	1.254	222,054 €	3.736	2.195,408 €
31/05/2011	1.864	1.782,367 €	619	211,981 €	1.266	224,860 €	3.749	2.219,208 €
30/06/2011	1.864	1.750,292 €	616	210,172 €	1.269	224,535 €	3.749	2.184,999 €
31/07/2011	1.861	1.752,281 €	629	210,582 €	1.305	226,802 €	3.795	2.189,665 €
31/08/2011	1.860	1.652,805 €	627	204,518 €	1.312	228,618 €	3.799	2.085,941 €
30/09/2011	1.858	1.600,158 €	618	201,939 €	1.340	229,980 €	3.816	2.032,077 €
31/10/2011	1.856	1.635,157 €	611	203,545 €	1.352	233,235 €	3.819	2.071,937 €
30/11/2011	1.862	1.623,445 €	605	200,459 €	1.366	235,515 €	3.833	2.059,419 €
31/12/2011	1.870	1.655,509 €	601	201,671 €	1.374	239,332 €	3.845	2.096,512 €
31/01/2012	1.856	1.709,460 €	594	202,915 €	1.387	244,706 €	3.837	2.157,081 €
29/02/2012	1.854	1.750,218 €	591	203,540 €	1.402	249,401 €	3.847	2.203,159 €
31/03/2012	1.860	1.762,166 €	587	202,875 €	1.419	252,165 €	3.866	2.217,206 €
30/04/2012	1.858	1.768,717 €	583	203,300 €	1.431	253,583 €	3.872	2.225,600 €
31/05/2012	1.859	1.750,722 €	582	203,715 €	1.433	257,590 €	3.874	2.212,027 €
30/06/2012	1.841	1.762,870 €	581	202,440 €	1.445	259,169 €	3.867	2.224,479 €
31/07/2012	1.835	1.823,366 €	576	207,093 €	1.453	266,258 €	3.864	2.296,717 €
31/08/2012	1.834	1.825,035 €	573	204,103 €	1.465	266,261 €	3.872	2.295,399 €
30/09/2012	1.827	1.845,500 €	567	201,592 €	1.472	267,356 €	3.866	2.314,448 €
31/10/2012	1.820	1.860,241 €	563	199,842 €	1.485	269,566 €	3.868	2.329,649 €
30/11/2012	1.815	1.891,001 €	561	196,886 €	1.487	271,835 €	3.863	2.359,722 €
31/12/2012	1.801	1.913,089 €	555	193,769 €	1.485	276,968 €	3.841	2.383,826 €
31/01/2013	1.803	1.936,513 €	550	191,354 €	1.487	278,061 €	3.840	2.405,928 €
28/02/2013	1.809	1.990,596 €	548	194,399 €	1.492	283,075 €	3.849	2.468,070 €
31/03/2013	1.806	2.038,580 €	543	199,556 €	1.505	290,784 €	3.854	2.528,920 €
30/04/2013	1.818	2.068,815 €	542	201,405 €	1.511	295,036 €	3.871	2.565,256 €
31/05/2013	1.817	2.086,281 €	541	202,228 €	1.526	295,590 €	3.884	2.584,099 €
30/06/2013	1.815	2.004,275 €	541	197,248 €	1.534	285,061 €	3.890	2.486,584 €

STATISTIQUES

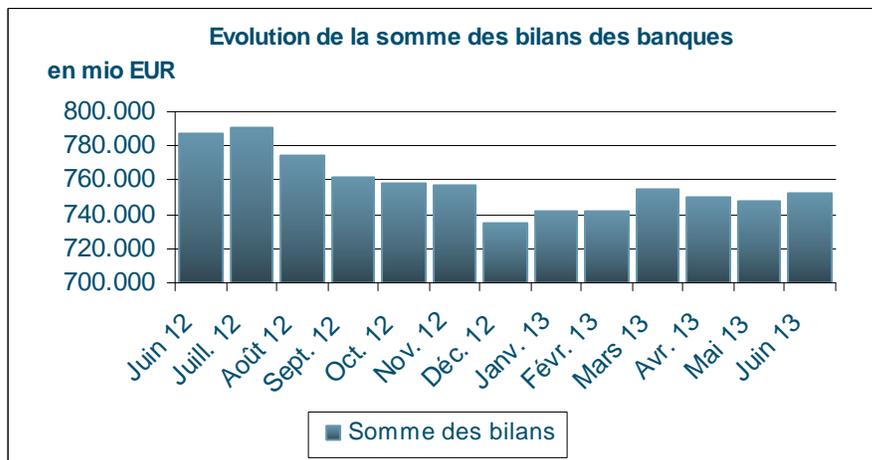
■ **EMPLOI**

Evolution de l'emploi total dans les banques, PSF et sociétés de gestion



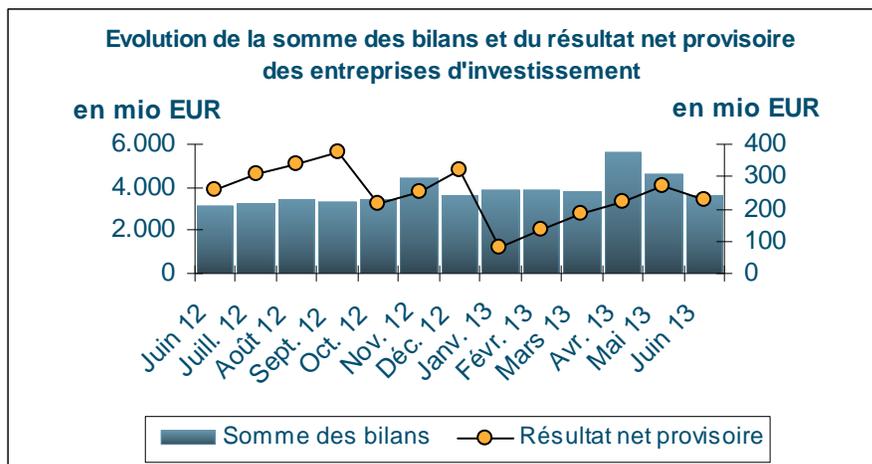
■ **BANQUES**

Somme des bilans des banques au 30 juin 2013 en hausse



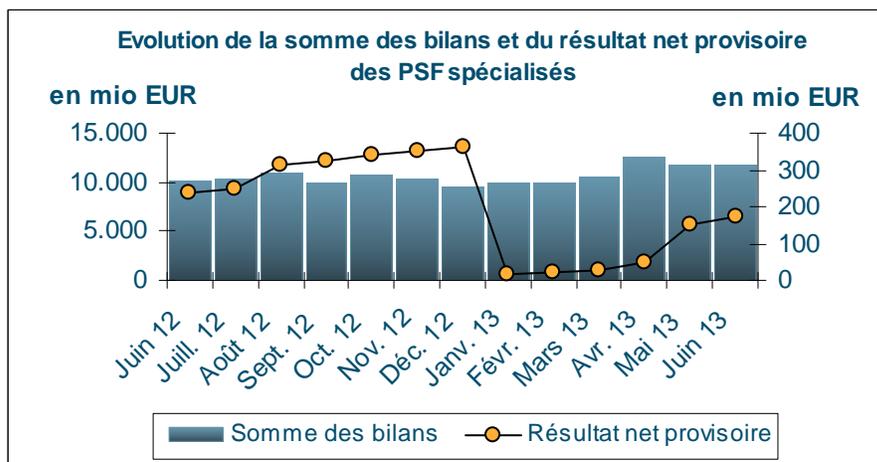
■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 30 juin 2013 en baisse



■ PSF SPÉCIALISÉS

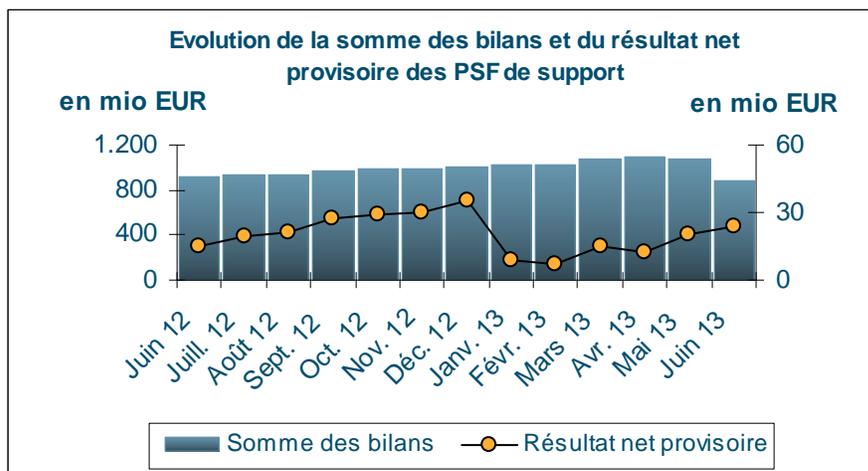
Somme des bilans des PSF spécialisés au 30 juin 2013 en baisse



Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 30 juin 2013 en baisse



■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 juillet 2013, 69 cabinets de révision agréés et 225 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 49 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

■ SICAR

Depuis la publication de la dernière Newsletter, les SICAR suivantes ont été **inscrites** sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- AXA PRIVATE DEBT III S.C.A., SICAR, 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg
- MANDARIN CAPITAL PARTNERS II S.C.A. SICAR, 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg
- MIR CAPITAL S.C.A., SICAR, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

La SICAR suivante a été **radiée** de la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- CLIMATE CHANGE INVESTMENT II S.A. SICAR, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Au 5 août 2013, le nombre de SICAR inscrites sur la liste officielle s'élevait à **278** unités.

■ FONDS DE PENSION ET ORGANISMES DE TITRISATION

Au 7 août 2013, **14 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (asep) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, **15** professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Le nombre des **organismes de titrisation** agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **31** unités au 16 août 2013, suite à la radiation de Market Vectors S.A..

Commission de Surveillance du Secteur Financier

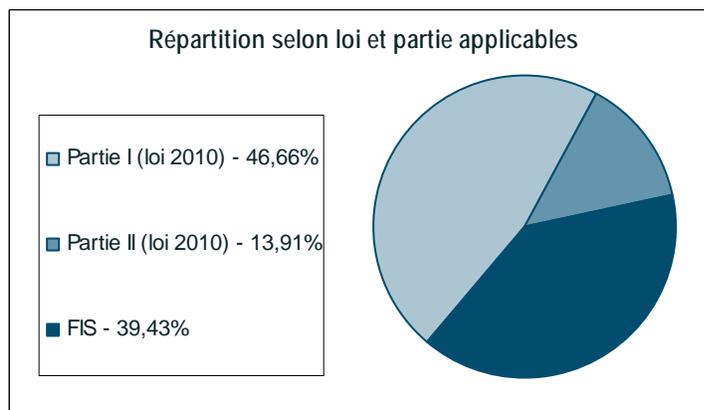
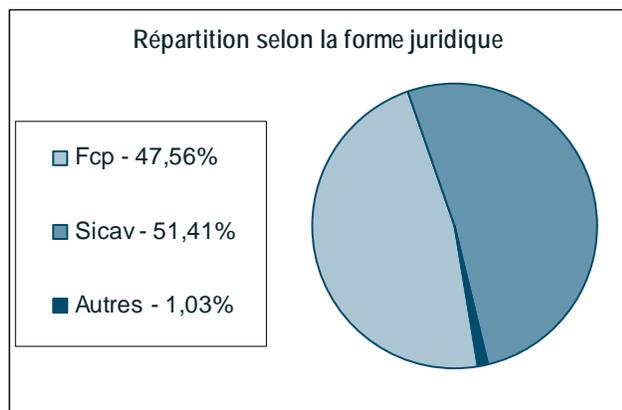
■ OPC

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif

Situation au 30 juin 2013

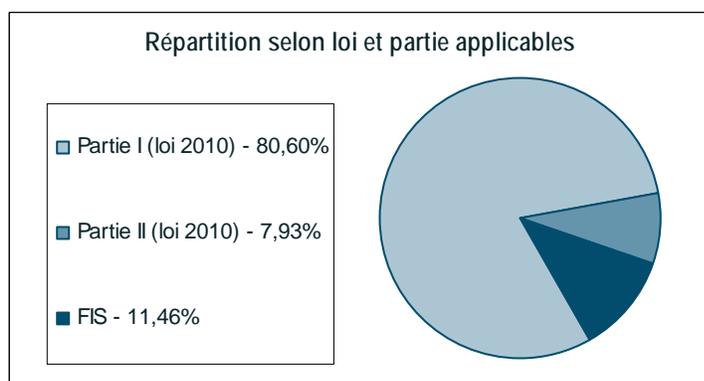
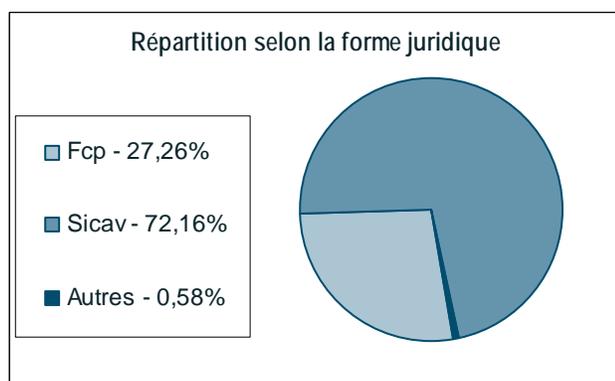
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

Nombre d'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2010)	1.055	760	0	1.815
Partie II (loi 2010)	270	267	4	541
FIS	525	973	36	1.534
TOTAL	1.850	2.000	40	3.890

Actifs nets des OPC



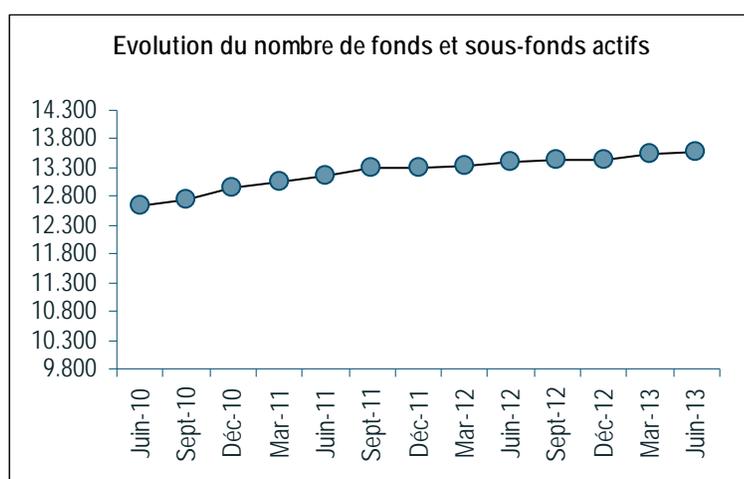
Loi, partie \ forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2010)	474,526	1.529,749	0,000	2.004,275
Partie II (loi 2010)	80,298	116,017	0,933	197,248
FIS	122,982	148,641	13,438	285,061
TOTAL	677,806	1.794,407	14,371	2.486,584

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Origine des promoteurs des OPC luxembourgeois

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Etats-Unis	573,781	23,4%
Allemagne	381,626	15,4%
Grande-Bretagne	370,002	14,7%
Suisse	366,291	14,7%
Italie	194,367	7,7%
France	175,720	7,1%
Belgique	121,227	4,8%
Luxembourg	52,596	2,1%
Pays-Bas	52,035	2,0%
Suède	48,282	1,9%
Autres	150,657	6,2%
TOTAL	2.486,584	100%

Evolution du nombre d'unités



Politique d'investissement des OPC luxembourgeois

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	1.086,392
VM à revenu variable (**)	701,823
VM diversifiées (***)	468,359
Fund of funds (****)	164,346
Liquidités	4,517
Immobilier	29,735
Futures, options, warrants	15,114
Divers (*****)	16,298
TOTAL	2.486,584

(*) dont 247,747 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(**) dont 7,130 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,288 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(***) dont 3,868 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,574 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

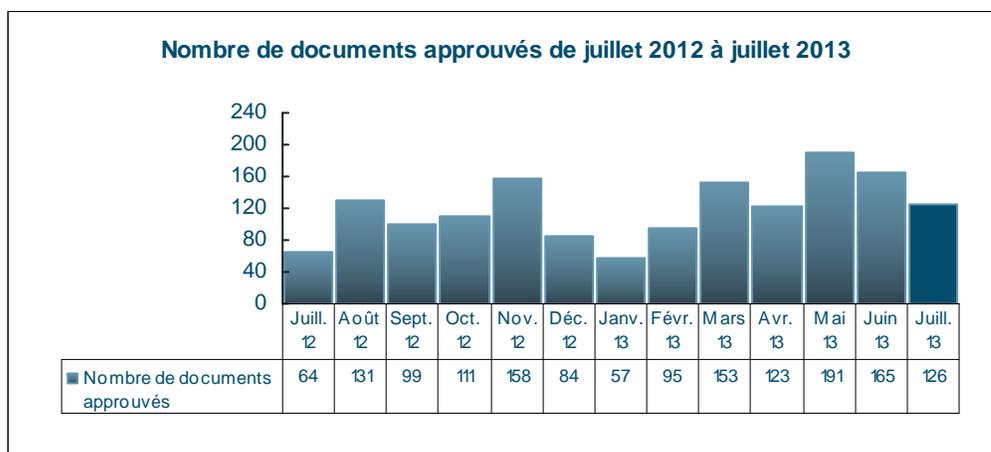
(****) dont 0,609 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,023 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(*****) dont 0,155 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

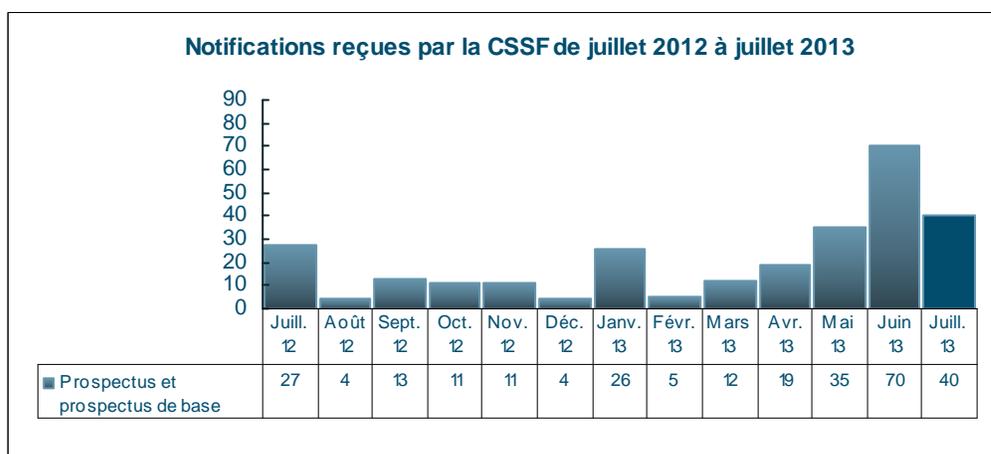
1. Approbation par la CSSF



Au cours du mois de juillet 2013, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 126 documents, qui se répartissent comme suit :

prospectus de base :	34	(26,98 %)
autres prospectus :	40	(31,75 %)
suppléments :	52	(41,27 %)

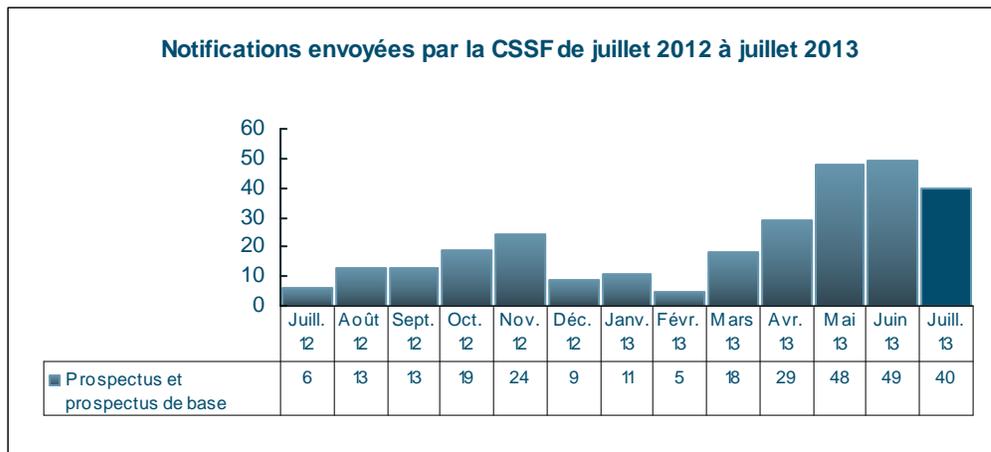
2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de juillet 2013, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 40 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 128 notifications relatives à des suppléments.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

3. Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE

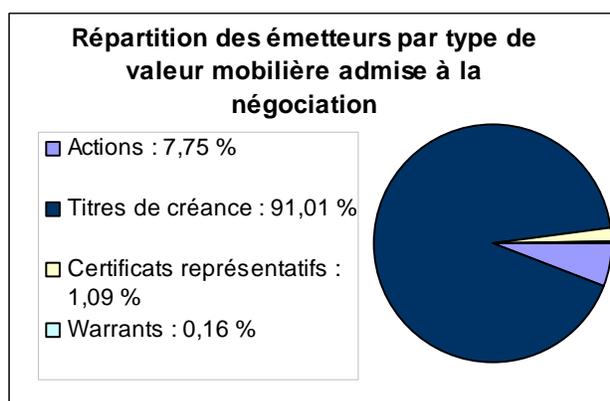
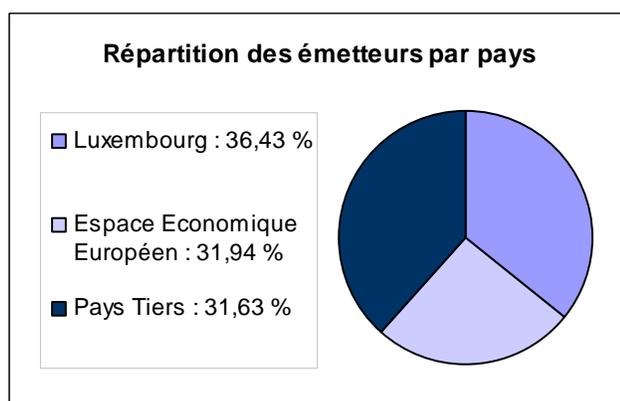


Au cours du mois de juillet 2013, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 40 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 32 notifications relatives à des suppléments¹.

■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 9 juillet 2013, neuf émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 11 émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 12 août 2013, 645 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.



¹ Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Nouvelle autorisation :

CHINA CONSTRUCTION BANK (EUROPE) S.A.

1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouvelles autorisations :

ECP INTERNATIONAL S.A.

13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

Statuts : conseiller en investissement, Family Office

Autorisation ministérielle du 11 juillet 2013

RSM FINANCIAL SERVICES LUXEMBOURG S.A.

6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

Statuts : agent teneur de registre, agent administratif du secteur financier, agent de communication à la clientèle, domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés, Family Office

Autorisation ministérielle du 16 juillet 2013

SS&C GLOBEOP (LUXEMBOURG)

15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

Statuts : agent teneur de registre, agent administratif du secteur financier, agent de communication à la clientèle, domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés, Family Office

Autorisation ministérielle du 11 juillet 2013

Radiation :

EUROSCRIPT LUXEMBOURG S.A R.L.

55, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange

Abandon volontaire du statut au 19 juillet 2013

Changements d'adresse :

JRS ASSET MANAGEMENT S.A.

40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

SOCIETE GENERALE SECURITIES SERVICES LUXEMBOURG

28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre exclusivement l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

Inscription :

SELECTRA MANAGEMENT COMPANY

9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg

Radiations :

ALPHA MANAGEMENT COMPANY S.A.

16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg

***IFP INVESTMENT MANAGEMENT S.A.**

6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

Changements d'adresse :

CARNEGIE FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

DINAVEST

28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

LUPUS ALPHA INVESTMENT S.A.

6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

MFS INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY (LUX) S.A R.L.

19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

NBG ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

SANTANDER ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

SWISS LIFE FUNDS (LUX) MANAGEMENT COMPANY

28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre, en plus de l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2), également un ou plusieurs services prévus par l'article 101(3) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

Inscription :

***IFP INVESTMENT MANAGEMENT S.A.**

6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

* la société de gestion a obtenu l'agrément d'exercer des activités prévues par l'article 101(3) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

Inscriptions :

ATLANTICO ASSET MANAGEMENT S.A R.L.

37C, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

CAIBUO CAPITAL S.A R.L.

57, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg

GENESTA NORDIC CAPITAL FUND MANAGEMENT S.A R.L.

50, Grand-rue, L-1660 Luxembourg

LCN MANAGEMENT COMPANY S.A R.L.

15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

Radiation :

LASALLE UK COMMERCIAL MANAGEMENT COMPANY S.A R.L.

69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

■ LISTE DES SICAR

Inscriptions :

AXA PRIVATE DEBT III S.C.A., SICAR

24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg

MANDARIN CAPITAL PARTNERS II S.C.A. SICAR

26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg

MIR CAPITAL S.C.A., SICAR

19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Radiation :

CLIMATE CHANGE INVESTMENT II S.A. SICAR

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Changements d'adresse :

QS DIRECT SI 2 S.C.A., SICAR

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

QS GEO MANDATES SCA SICAR

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

QS GEO PEP II SCA SICAR

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

QS GEO PEP S.C.A., SICAR

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Commission de Surveillance du Secteur Financier

QS ITALY SICAR S.A.

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

QS PDI S.A. SICAR

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

QS PEP S.C.A., SICAR

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

QUILVEST EUROPEAN PARTNERS SICAR S.A.

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

QUILVEST PRIVATE EQUITY S.C.A. SICAR

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

SGAM PRIVATE VALUE S.C.A., SICAR A

28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg

SGAM PRIVATE VALUE S.C.A., SICAR B

28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg

SLB BRAZIL ECONOMY FUND S.A. SICAR

11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

Changement d'adresse :

AGATE ASSETS S.A.

28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

Radiation :

MARKET VECTORS S.A.

9B, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

Inscriptions :

NOM

AG Insurance SA/NV
ALD International
BRED Banque Populaire
Caribbean Development Bank
CR Volterra 2 SPV S.r.l.
Energia Finance AB (publ)
Hellenic Petroleum Finance plc
Louis Dreyfus Commodities BV
Marche M6 S.r.l.

PAYS DU SIEGE

Belgique
France
France
Barbade
Italie
Suède
Royaume-Uni
Pays-Bas
Italie

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Radiations :

<u>NOM</u>	<u>PAYS DU SIEGE</u>
American Express Company	Etats-Unis
Danaher Luxembourg Finance S.A.	Luxembourg
First Dominion Funding I	Îles Caïmans
Gazprombank Mortgage Funding 2 S.A.	Luxembourg
Global Bond Series VI, S.A.	Luxembourg
Hutchison Whampoa Finance (03/13)	Îles Caïmans
Intra Mortgage Finance 1 S.R.L.	Italie
Investment Grade (Europe) S.A.	Luxembourg
Nicholas-Applegate CBO I Limited	Îles Caïmans
PCCW-HKT Capital No. 2 Limited	Îles Vierges britanniques
Plantations des Terres Rouges S.A.	Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et radiations opérées pendant le mois de juin 2013

Durant le mois de référence, les trente-deux organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- ACQ, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- DEKA-GLOBALSTRATEGIE GARANT 80, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- M INVESTMENT SOLUTIONS, 26b, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- NATIXIS AM FUNDS, 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- OBERMAAT MULTI ASSET FONDS, 23, route d'Arlon, L-8009 Strassen
- PROGNOSIA FUND S.A., SICAV, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- RORENTO, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- SVR CAPITAL, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- WELZIA INTERNATIONAL SICAV, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

2) OPC partie II Loi 2010 :

- FORUM FAMILY OFFICE VALUE FUND, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- FUNDPRO, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- TAUNUS TRUST II, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

3) FIS :

- AB INSTITUTIONAL SERIES B, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- AB INSTITUTIONAL SERIES C, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- AB INSTITUTIONAL SERIES, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- ALTERNATIVE RETURN, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette
- BLUEMOUNTAIN MONTENVERS FUND S.C.A., SICAV-SIF, 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- BLUEMOUNTAIN MONTENVERS MASTER FUND S.C.A., SICAV-SIF, 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- CARNEGIE PRIVATE EQUITY III S.A. SICAV-SIF, 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg
- CLERVILLE S.C.A. SICAV-SIF, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- DMC FUND FCP SIF, 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg
- GOLDMAN SACHS FUNDS SICAV-SIF, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- INSITOR IMPACT FUND S.C.A. SICAV-SIF, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- LEIMDÖRFER REAL ESTATE CAPITAL I, FCP-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- LFIS PERSPECTIVE, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange
- LFIS VISION, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange
- LYXOR DEBT FUND, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- MV GERMAN HOSPITALITY FUND SICAV-FIS, 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
- NOKIA GROWTH PARTNERS III (S.C.A.) SICAV-SIF, 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
- PETER INVESTMENTS SICAV-SIF, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- TAUNUS TRUST FAMILIENFONDS SICAV-FIS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- YOUR SICAV-SIF, 41, op Bierg, L-8217 Mamer

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Les vingt-six organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- ACMBERNSTEIN STRATEGIES, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- CANOVA SICAV, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- C-QUADRAT IQ EUROPEAN EQUITY ETF, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- DWS AGRIX GARANT 2013, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS EMERGING ASIA, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EASYETF S&P GSCI™ ULTRA-LIGHT ENERGY, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- H & A LUX BOND DYNAMIC, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- OAKTREE CAPITAL MANAGEMENT FUND II (EUROPE), 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- STRATEGYSELECT, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- TASS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- TIBERIUS X-LINE, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- UNIPROINVEST: AKTIEN, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- VSP, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

2) OPC partie II Loi 2010 :

- CELSIUS MANAGED FUNDS SICAV, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- GWM ALTERNATIVE INVESTMENTS, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- STOREBRAND INVESTMENT FUND, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

3) FIS :

- ANFRA INVESTMENT FUNDS S.C.A. SICAV SIF, 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg
- CORPORATE X, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EUROPEAN LIQUID ASSET SELECT S.A., SICAV-FIS, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- FRANKLIN TEMPLETON ASIAN REAL ESTATE FUND 2, 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- IPC-CAPITAL STRATEGY XVI, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- IPC-PORTFOLIO INVEST XIV, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- LYRA INVEST FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- PRADERA EUROPEAN RETAIL FUND 3, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- PVS FUND, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- VGV POOLFONDS HF HARCOURT S.A., SICAV-FIS, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

Commission de Surveillance du Secteur Financier

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (13/08/2013)	143	↗ 1 entité
	Somme des bilans (30/06/2013)	EUR 751,883 mia	↘ EUR 35,27 mia
	Résultat avant provision (30/06/2013)	EUR 2,89 mia	↘ EUR 0,34 mia
OPC	Nombre (14/08/2013)	Partie I loi 2010 : 1.803	↘ 36 entités
		Partie II loi 2010 : 541	↘ 34 entités
		FIS : 1.537	↗ 80 entités
		TOTAL : 3.881	↗ 10 entités
	Patrimoine global net (30/06/2013)	EUR 2.486,584 mia	↗ EUR 262,105 mia
Sociétés de gestion	Nombre (30/06/2013)	Chapitre 15 loi 2010 : 190	↗ 10 entités
		Chapitre 16 loi 2010 : 197	aucune variation
Entreprises d'investissement	Nombre (14/08/2013)	112 dont 11 succursales	↘ 4 entités
		Somme des bilans (30/06/2013)	↗ EUR 0,452 mia
		Résultat net provisoire (30/06/2013)	↘ EUR 31,637 mio
PSF spécialisés	Nombre (14/08/2013)	124	↗ 3 entités
		Somme des bilans (30/06/2013)	↗ EUR 1,536 mia
		Résultat net provisoire (30/06/2013)	↘ EUR 66,984 mio
PSF de support	Nombre (10/07/2013)	84	↘ 4 entités
		Somme des bilans (30/06/2013)	↘ EUR 25,615 mio
		Résultat net provisoire (30/06/2013)	↗ EUR 8,62 mio
Fonds de pension	Nombre (07/08/2013)	14	↘ 1 entité
Organismes de titrisation agréés	Nombre (16/08/2013)	31	↘ 1 entité
SICAR	Nombre (05/08/2013)	278	↗ 5 entités
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (12/08/2013)	645	↘ 21 entités
Etablissements de paiement	Nombre (10/07/2013)	5 dont 1 succursale	aucune variation
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (10/07/2013)	5	↗ 2 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (31/07/2013)	79 cabinets de révision agréés	↗ 9 entités
		225 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 6 personnes
		49 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers	↘ 4 entités
Emploi (30/06/2013)	Banques	26.382 personnes	↘ 296 personnes
	Sociétés de gestion (chapitre 15)	2.861 personnes	↗ 186 personnes
	Entreprises d'investissement	2.663 personnes	↗ 493 personnes
	PSF spécialisés	3.113 personnes	↘ 311 personnes
	PSF de support	9.063 personnes	↘ 159 personnes
	Total	44.082 personnes	↘ 87 personnes *

* Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.